



Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2018

Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

Pour un retour des biens communs fonciers ?

Réflexions autour de la mobilisation et de la défense d'un espace oasien
(le cas de la Targa de Tiznit, Maroc)

*For a return of commons pool resources? Reflections on the mobilization and
defense of an oasis space (the case of Targa from Tiznit, Morocco)*

David Goeury



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/21530>

DOI : 10.4000/belgeo.21530

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

David Goeury, « Pour un retour des biens communs fonciers ? », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 18 juin 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/21530> ; DOI : 10.4000/belgeo.21530

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Pour un retour des biens communs fonciers ?

Réflexions autour de la mobilisation et de la défense d'un espace oasien
(le cas de la Targa de Tiznit, Maroc)

*For a return of commons pool resources? Reflections on the mobilization and
defense of an oasis space (the case of Targa from Tiznit, Morocco)*

David Goeury

Introduction

- 1 De nombreuses sociétés agricoles africaines disposent de modalités de gouvernance efficaces à même de concilier environnement, patrimoine naturel et développement (Cormier-Salem, 2006). En effet, l'environnement n'est aucunement un donné exogène aux sociétés humaines mais un élément construit sur plusieurs générations. Il faut dépasser la perception d'un état paysager observé par les Européens pour interroger la relation profonde de communautés humaines avec des non-humains (flore et faune). Mobiliser le concept de patrimoine naturel a permis d'insister sur l'héritage de territoires où les rythmes du végétal et de l'animal sont respectés afin de transmettre de générations en générations leur capacité productive de biens et de services (Lafaye, Thévenot, 1993). En effet, le terme de patrimoine dédouble l'analyse en invitant à questionner un espace de production mais aussi un lieu d'ancrage d'une identité locale dans son rapport au temps et à l'espace (Barthélémy *et al.*, 2004, 2005). Les relations patrimoniales apparaissent ainsi comme une alternative aux simples relations marchandes (Vivien, 2004).
- 2 Dès lors, ne serait-ce pas l'irruption de deux facteurs exogènes, la colonisation puis l'étatisation, d'une part, et la transition démographique d'autre part, qui viendraient nourrir la crise des dispositifs historiques dans ce qui a été appelé la tragédie des biens communs (Hardin, 1968 ; Locher, 2013) ? Sans basculer dans un angélisme des institutions collectives (Calame, 2015), nous souhaitons interroger leur résilience en reprenant la

question des biens communs construits autour de ressources rares, rivales non excluables : soit *common pool resources* selon la définition d'Elinor Ostrom (2010) ou biens communs fonciers selon celle de Benjamin Coriat (2015). Il s'agit donc d'interroger la pluralité des ordres pour questionner la complexité des relations autour de lieux spécifiques qui conjuguent individuel et social, domestique et civique, le marchand et l'inspiré, mais aussi humain et végétal dans de nouveaux arbitrages institutionnels (Godard, 2004).

- 3 Au Maroc, le fonctionnement de cette catégorie de biens communs a surtout été examiné dans des espaces ruraux enclavés, comme le Haut Atlas central (Romagny *et al.*, 2008 ; Auclair, Alifriqui 2012 ; Vanuxem, 2015). Véritables conservatoires brutalement confrontés au monde binaire de la gestion des ressources, faisant du marché ou de l'État les seules entités crédibles pour gérer les ressources rares (Coriat, 2017), ils deviennent des cas d'école pour expliquer soit l'efficience du commun (Auclair, Alifriqui, 2012) ou pour dénoncer une nouvelle économie de connivence organisée par des notables locaux particulièrement prédateurs (Goeury, 2014). Ici, nous souhaitons interroger un espace oasien d'irrigation collective, Targa, désormais accolé à une agglomération de 75 000 habitants, Tiznit, pour analyser l'imbrication des logiques dans un contexte de transformation brutale, rapide et inachevée (Goeury, Leray, 2017). Il s'agit ici de ne pas séparer artificiellement le rural et l'urbain, la ville et la campagne, aux relations de plus en plus en denses, du fait des réseaux de transports, des migrations, mais aussi de la transformation d'espaces villageois en villes moyennes (4 588 habitants à Tiznit en 1926). Par ailleurs, les appellations sont souvent plus administratives que fonctionnelles : dans le cas présent Tiznit a d'abord été décrétée cité impériale en 1882, même si elle ne regroupait alors que quelques hameaux villageois enserrés dans une muraille ; de même le périmètre oasien est passé de l'autorité de la commune rurale d'Aglou à celui d'une commune urbaine, la municipalité de Tiznit, en 2009 (Goeury, Leray, 2017).
- 4 En effet, le processus d'urbanisation apparaît comme ambivalent. Certes, il se traduit régulièrement par une disparition des communs fonciers largement convoités (El Kalhaoui, 2017). De plus, le développement de nouvelles activités de services permet à de nombreux habitants de disposer de revenus non agricoles et donc de développer un nouveau rapport à la terre, à l'eau mais aussi au végétal et à l'animal (Lafaye, Thévenot, 1993). Cependant, la distance croissante avec le principe productif du fait de la marginalisation de l'activité agricole n'est pas univoque. Il apparaît en retour une dynamique identitaire singulière autour des biens communs historiques (Goeury, Leray, 2017). En effet, la ville est aussi un lieu de mobilisation autour de nouveaux enjeux que sont la qualité de l'espace public, l'environnement, le patrimoine ; elle est donc fortement propice à la création de communs urbains d'autant plus qu'ils sont partagés par des groupes différents (Harvey, 2012).
- 5 C'est donc ce processus que nous souhaitons questionner en analysant les mobilisations sur la durée et surtout les motifs d'actions conjuguant production agricole et identité collective.
- 6 Nous nous appuyons sur une observation participante depuis 2008 et une série d'enquêtes conduites dans le cadre du plan de sauvegarde et d'aménagement de l'oasis de Targa de Tiznit en 2015, du programme de recherche Envimed-Socmed ZERKA (2015-2017) puis du programme Entrepreneuriat et technologies appropriées sur la réutilisation des eaux urbaines épurées à vocation agricole (2016-2017). Le corpus de données est donc constitué d'une série d'entretiens semi-dirigés, de comptes rendus

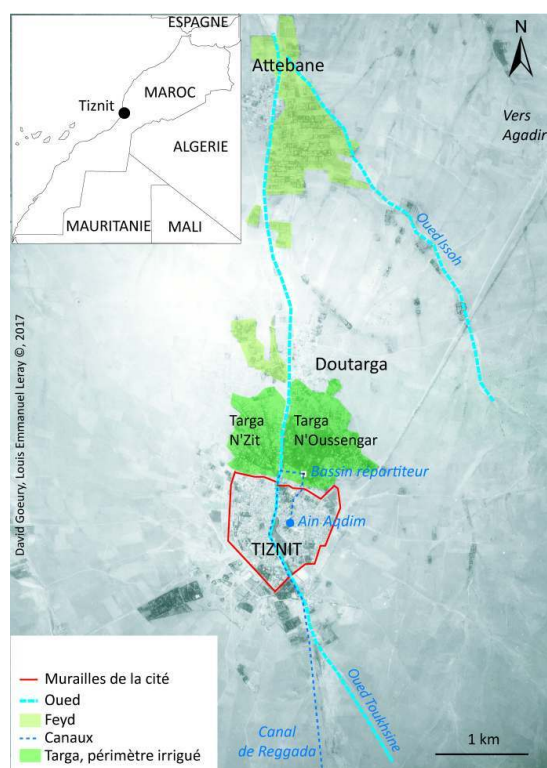
d'ateliers participatifs menés de janvier 2015 à juillet 2015 et de deux enquêtes quantitatives (2015 et 2016) auprès de l'ensemble des exploitants agricoles et de 500 habitants de l'agglomération de Tiznit.

- 7 Dans un premier temps, nous souhaitons revenir sur l'histoire des biens communs à Tiznit, le narratif constituant un élément central de la résilience du bien commun (Kirwan *et al.*, 2016). Puis nous interrogerons le rôle déterminant de la commune dans la reconnaissance du commun foncier (Favero *et al.*, 2016) et dans sa progressive transformation en commun urbain (Harvey, 2012 ; Festa, 2016) tout en signalant le risque de réduction de ce dernier à un patrimoine naturel paysager.

Une histoire de dépossession : l'eau du bien commun au bien public

- 8 Tiznit, qui signifie étymologiquement la petite étendue d'eau, est constituée au XIX^e siècle d'un périmètre irrigué, la Targa, depuis une source de résurgence prolongée par une galerie souterraine (*khettarat*) autour de laquelle se sont implantés des hameaux fortifiés. Les agriculteurs sont regroupés en une assemblée (*jemaâ*) et désignent un aiguadier et des gardiens. Ils se sont dotés d'une charte (*orf*) dont une copie datée de 1861 subsiste (Naji *et al.*, 2016). Cette charte détermine tous les usages de la source et les responsabilités de chacun dans le périmètre irrigué en détaillant l'ensemble des infractions et des sanctions. Le périmètre est alors divisé en deux, de part et d'autre de l'oued Toukhsine : à l'ouest, Targa n'Zit, périmètre des oliviers ; à l'est, Targa n'Ousengar, le périmètre du maïs, où sont cultivées aussi d'autres céréales et toutes les cultures maraîchères qui nécessitent une irrigation intensive régulière. L'eau d'irrigation est un bien commun foncier : une ressource limitée clairement définie, un collectif d'usagers et un mode de gouvernance dédié (Ostrom, 2010). Elle est enchâssée dans d'autres communs fonciers spécifiques aux ressources hydriques, le *feyd* (terres irriguées par les crues) comme Attebane, ou les *bours* (terres collectives d'agriculture pluviale).

Figure 1. La ville de Tiznit et ses périmètres irrigués en 1971.



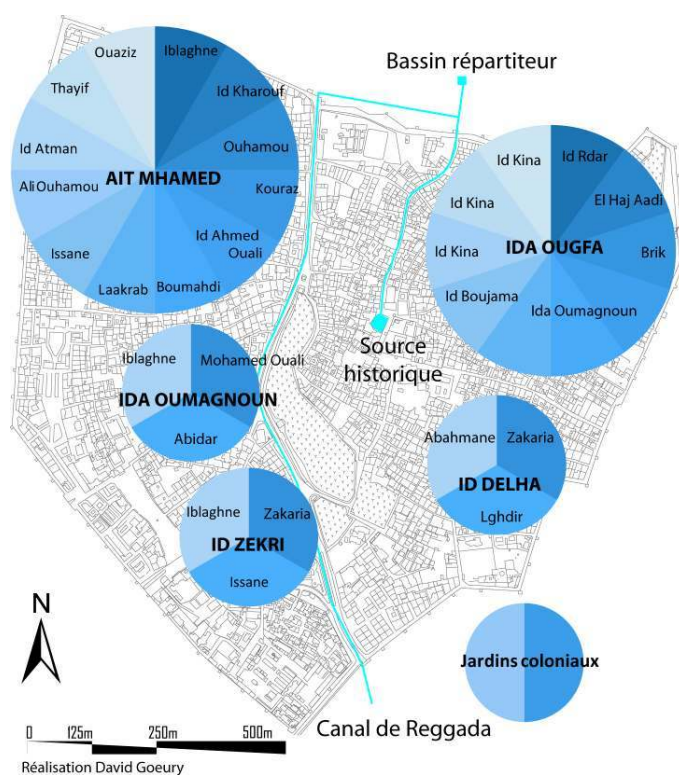
Source : Photographie aérienne Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie du Maroc

Cartographie : David Goeury (ENEC Sorbonne Universités) et Louis Emmanuel Leray

- 9 Même si l'oasis est choisie en 1882 par le sultan Moulay Hassan I^{er} pour devenir une cité impériale chargée d'assurer le contrôle économique de la région (Pascon, 1984), l'instabilité régionale et les difficultés de transport maintiennent la dépendance de la ville vis-à-vis de son périmètre irrigué. Cependant, en 1912, le percement du chenal de la source, douze kilomètres en amont de la ville par un agriculteur de la tribu des Reggadas oblige les habitants de Tiznit à entrer dans un nouveau rapport de force avec leurs voisins du Sud (Ftaïta, 2006). Débute alors une lente érosion des droits d'eau des agriculteurs tiznitis et un processus d'étatisation mais aussi de privatisation de la ressource en eau. Événement traumatique sans cesse rappelé¹. En amont, un tiers de l'eau revient aux Reggadas sous l'autorité du caïd des Oulad Jerrar qui s'arroge une part importante des récoltes. En aval, à Tiznit, l'irrigation est réduite au profit de l'approvisionnement des nouvelles administrations (casernes, jardins, logement des fonctionnaires, piscine municipale) mais aussi des structures religieuses (*habous*) et enfin des fontaines publiques d'eau potable (Naji *et al.*, 2016). Ce statu quo reste supportable du fait de la très faible croissance de la population urbaine, qui passe de 4588 habitants en 1926 à 6538 en 1952 (Ftaïta, 2006). Mais après l'indépendance en 1956, la croissance démographique, l'exode rural et l'érection de la ville comme chef-lieu de province en 1975, menacent gravement la gestion collective de l'eau agricole. En 1961, seulement 17 % de l'eau est destinée à l'agriculture (Naji *et al.*, 2016). La population atteint 22 922 personnes en 1982. L'intégralité des ressources du canal des Reggadas est mobilisée par l'ONEP, l'Office national de l'eau potable (Ftaïta, 1999). L'irrigation collective devient résiduelle amenant à un abandon de Targa n'Zit à partir de 1978. Parallèlement, la diffusion des motopompes

favorise le développement de nouvelles parcelles irriguées sur puits plus au nord (Ftaïta, 1999). Le bien commun est alors marginalisé au profit de stratégies individuelles d'investissement grâce aux nouvelles ressources financières : emploi dans la fonction publique, émigration internationale mais aussi spéculation foncière.

Figure 2. Répartition des 33 tours d'eau pour l'irrigation de Targa par quartier en 1961.



Source : Archive d'Amed Boumzgou

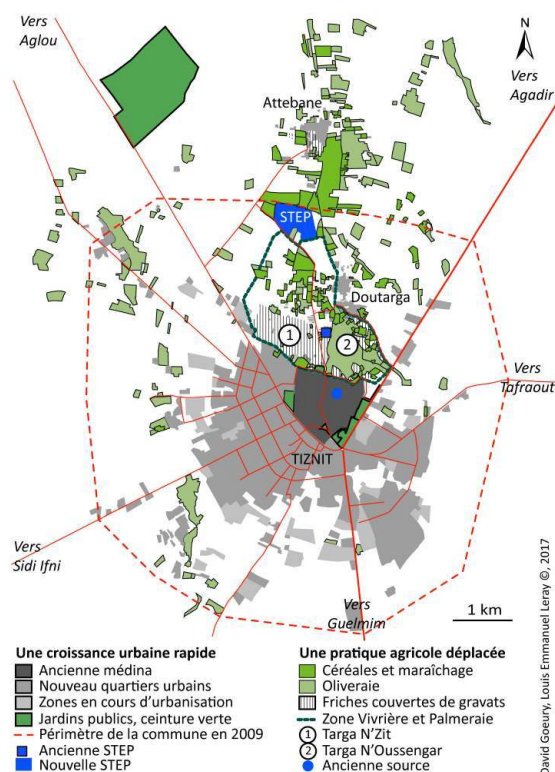
Cartographie : David Goeury (ENEC Sorbonne Universités)

- 10 Cependant, loin de renoncer à leurs droits d'eau historiques, les propriétaires se mobilisent pour obtenir leur restitution dès que la ville est approvisionnée en eau potable par le barrage Youssef Ibn Tachfine. De plus, ils souhaitent exploiter les eaux épurées de la station de traitement implantée au cœur du périmètre historique de Targa n'Zit. Ils entament alors un processus continu de négociation avec les autorités. A partir de 1986, l'agriculture connaît un redéploiement pour une vingtaine d'années dans des conditions sanitaires précaires. Mais, en 2007, la première station d'épuration est abandonnée au profit d'une nouvelle station plus grande et plus moderne au Nord. Parallèlement, en ville, le canal venant de l'antique source a été confondu à plusieurs reprises avec le réseau d'assainissement liquide suite à des branchements non réglementaires dans le cadre du développement anarchique de logements urbains. De même, la grande canalisation des Reggadas, depuis le désengagement de l'ONEP, subit de multiples dégradations pour favoriser le détournement de l'eau par de riches exploitants agricoles de l'amont qui profitent du vide juridique et de leur influence politique à l'échelle provinciale. Or, les irrigants historiques sont désormais dépendants des autorités locales et des administrations. L'urbanisation a engendré une modification complète de la nature des travaux d'entretien des infrastructures. Le canal historique souterrain qui traverse la ville nécessite un lourd travail de réaménagement des flux, tout comme le canal des

Reggadas qui doit longer la route nationale en tenant compte des nombreuses servitudes. Enfin, la nouvelle station d'épuration présentée comme une aubaine pose la question de la responsabilité juridique des différentes parties prenantes et son exploitation réglementaire n'est toujours pas opérationnelle en 2017.

- 11 Le bien commun s'est donc étatisé. Les propriétaires sont devenus des usagers de l'eau agricole selon l'appellation officielle et doivent sans cesse réclamer une intervention des pouvoirs publics comme tiers-régulateur (Ostrom, 2010).

Figure 3. L'agglomération de Tiznit et les mutations des pratiques agricoles en 2016.



Source : Image par satellite Google Earth

Cartographie : David Goeury (ENeC Sorbonne Universités) et Louis Emmanuel Leray

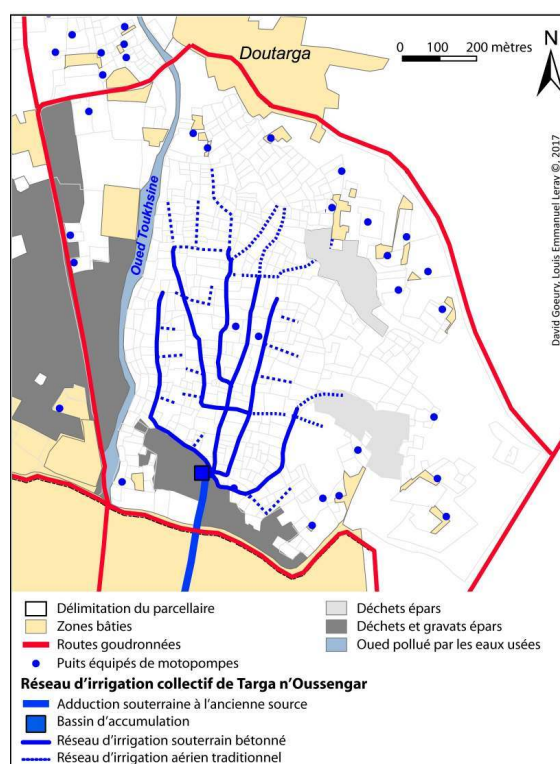
Tensions sur la terre : entre individualisation et résilience du collectif

- 12 Parallèlement à la question de la ressource en eau, se pose la question de la terre. Du fait de l'urbanisation, le rapport de valeur entre l'eau et la terre s'est inversé. Si historiquement, l'eau primait du fait de sa rareté, elle a perdu cet avantage en raison des nouvelles perspectives de spéculation foncière à proximité d'une agglomération en pleine croissance. En effet, la législation marocaine interdit toute construction dès lors que la parcelle est desservie par un réseau d'irrigation collective. La disparition de ce dernier ouvre alors la voie aux constructions anarchiques. Se développe alors un habitat informel d'abord autour d'activités (menuiserie, ferronnerie, briqueterie de ciment) qui quittent la médina, créant deux fronts d'urbanisation : au sud depuis Tiznit, au nord depuis le hameau de Doutarga. Même si, avant 2009, l'oasis, alors sous l'autorité de la commune rurale d'Aglou, est non constructible, la loi du marché génère une forte pression sur le

bien commun foncier. Certaines parcelles sont clôturées et deviennent des jardins avec villa. Parallèlement, les terres non cultivées accessibles en véhicule sont transformées en décharges sauvages recevant des gravats de chantiers et des ordures ménagères. Ainsi, le déclin du périmètre irrigué dans sa partie sud-ouest est vu comme une opportunité pour étendre le périmètre urbain et les pressions se multiplient sur la municipalité. Plusieurs projets sont mis en œuvre : la création de terrains de sports, la construction de structures d'accueil (salle des fêtes, terrain de camping). En quelques années, le périmètre de Targa n'Zit est transformé tandis que les abords de Targa n'Ousengar sont fortement dégradés. Il apparaît donc un cercle vicieux, l'absence de ressources en eau collective amplifie les effets néfastes de l'urbanisation et justifie les stratégies individuelles de spéculation foncière.

- 13 En mars 2015, seuls 49 agriculteurs cultivaient dans le périmètre de Targa soit moins de 10 % des chefs de ménages propriétaires ou copropriétaires recensés par les autorités. De plus, seulement une dizaine portait un véritable projet entrepreneurial, les autres pratiquant une agriculture de loisirs en parallèle d'une activité salariée ou suite à leur retraite. Cependant, ces agriculteurs attestent du lien historique avec les origines de la ville. Ils deviennent alors les garants d'un patrimoine agricole. L'agriculture est ainsi mise en scène comme un collectif de cohéritiers unis par le « faire ensemble » (Goeury, Leray, 2017). Les compétences entrepreneuriales de la minorité viennent alors légitimer les revendications collectives liées au réseau d'irrigation. « Rendez-nous notre eau, nous saurons quoi en faire », répètent inlassablement les propriétaires historiques. Il transparaît ici une volonté de rétablir le bien commun originel comme un faire ensemble dont les compétences ne seraient pas disparues mais préservées par une minorité active dans l'attente des ressources hydriques nécessaires pour impliquer la majorité silencieuse. Se regrouper autour de ce collectif élargi permet alors de défendre les infrastructures et de dépasser la problématique du seul foncier (Goeury, Leray, 2017).

Figure 4. Réseau d'irrigation collective de Targa n'Oussengar en décembre 2016.



Source : Image par satellite Google Earth

Cartographie : David Goeury (ENeC Sorbonne Universités) et Louis Emmanuel Leray

Une reconquête politique ardue : du commun à la commune comme garant institutionnel

- 14 L'urbanisation et les nouvelles opportunités n'ont pas éteint les réclamations constantes sur le retour de l'eau collective. Cependant, la question de l'utilité est posée. Les héritiers sont les gagnants de la grande transformation de la ville. Ils sont donc régulièrement renvoyés à leur incroyable enrichissement : le sacrifice de leur bien commun apparaît fort modeste par rapport aux immenses bénéfices privés qu'ils ont obtenus. Ainsi, lors d'un atelier participatif en 2015, une consultante résume la situation ainsi : « votre eau, vous l'avez bue et en même temps vous êtes devenu des entrepreneurs, des fonctionnaires, des gens de biens ». Dès lors, pourquoi ces individus sont-ils autant attachés au périmètre irrigué ? Pourquoi sont-ils si véhéments dans sa défense ?
- 15 Dans les éléments récurrents du discours, vient la question du patrimoine et de l'identité. En effet, la gestion collective de la ressource hydrique et le périmètre qui en découle sont considérés comme un patrimoine à préserver. Un patrimoine productif hérité des pères mais aussi un ancrage identitaire dans le temps et dans l'espace (Barthélémy *et al.*, 2005). De fait, le faire ensemble a produit des externalités culturelles, un paysage spécifique, des rites collectifs, un code de loi écrit (*orf*) ; mais aussi environnementales, un îlot de fraîcheur, un lieu de reproduction pour l'avifaune, un espace de conservation de stock de graines. Or, ces éléments sont désormais au cœur de la mémoire collective locale des familles historiques (Goeury, Leray, 2017).

- 16 Par exemple, le *orf* occupe une place singulière : il est considéré comme le premier texte réglementaire de la communauté des habitants de Tiznit. Le président de commune élu de 2003 à 2015 le présente comme la « Constitution » de la ville de Tiznit, soit le texte fondamental d'une première démocratie locale (Naji *et al.*, 2017 ; Goeury, 2017). La gestion collective, le consensus [la reddition de comptes], la transparence sont alors magnifiés comme une période d'autogestion démocratique bien différente de la gestion municipale étroitement contrôlée par l'autorité centrale depuis 1976 et cela malgré les réformes de 2002 et 2009. Dès lors, la perte de l'eau collective et la disparition du périmètre irrigué apparaissent, pour certains, comme une perte incommensurable, pas seulement pour sa valeur agricole et paysagère mais pour son exemplarité en tant que modalité de gouvernance alternative. La Targa devient le vestige du temps d'une démocratie collective masculine fondée sur le consensus entre groupes domestiques selon une logique patriarcale². Elle entre en écho avec le temps mythique des petites Républiques berbères (Montagne, 1930 ; Hammoudi, 2000).
- 17 Dès lors, à partir de 2003, le président de la commune instaure une nouvelle gouvernance municipale en soutenant la création de multiples associations inspiré par l'expérience de Porto Alegre (Goehrs, 2017). Dans le cas de Targa, la municipalité s'appuie alors sur les propriétaires historiques, dont plusieurs sont élus au conseil municipal. Elle soutient la création, en 2004, d'une association, Abrinaz, du nom du principal canal d'irrigation de Targa n'Ousengar. Abrinaz actualise l'ancienne institution de la *jemaâ* afin de faire valoir le droit historique à l'eau et de maintenir l'activité agricole. Elle a un statut hybride et dépasse les prérogatives classiques des associations des usagers de l'eau agricole. Elle devient alors le principal organe civil de défense du périmètre de Targa et négocie de multiples travaux d'aménagement (modernisation des canalisations, forage de puits sur nappe pour compenser la perte de l'eau des sources). En 2009, la municipalité obtient l'extension de son périmètre urbain afin d'intégrer tout le périmètre irrigué qui était sous l'autorité de la commune rurale d'Aglou³. Dès lors, en avril 2011, une convention institue le partenariat durable entre la municipalité de Tiznit et Abrinaz pour protéger, réhabiliter et aménager le périmètre de Targa qui est classé zone vivrière et palmeraie (Goeury, Leray, 2017).
- 18 L'association réussit à relancer l'activité agricole par l'irrigation collective malgré les aléas climatiques et les retards dans la mise en œuvre des travaux. Fin 2016, elle réorganise les tours d'eau en instaurant un double principe : la priorité aux propriétaires présents souhaitant cultiver leur terre et la coordination des activités agricoles. Les oliviers sont les premiers irrigués, puis viennent les parcellesensemencées d'orge avant de miser sur l'introduction du sorgho. Tous les dimanches, les membres du bureau se retrouvent à côté du bassin d'irrigation pour discuter avec les propriétaires des choix opérés. Les plus actifs créent un effet d'entraînement dans la remise en culture des terres. Ainsi, certains propriétaires les sollicitent pour cultiver leur parcelle, afin de leur « garder la terre » : la mise en culture étant un moyen de signifier un droit de propriété et de protéger la parcelle des dépôts sauvages de déchets. Parallèlement, les usages périphériques sont encouragés comme le ramassage des herbes pour le bétail. En février 2017, les membres du bureau de l'association expriment un véritable satisfecit : « Targa revit, les gens viennent, s'y promènent, piqueniquent, c'est beau de la voir comme cela ».
- 19 Or, il apparaît que la question paysagère prédomine désormais. Le périmètre devient alors aussi un commun urbain, soit un espace public de loisirs co-entretenu par la municipalité, les propriétaires agriculteurs, et les glaneuses éleveuses. Le commun

foncier de Targa voit ainsi sa valeur augmenter du fait de son ouverture à des usages alternatifs par des non-agriculteurs (Harvey, 2012 ; Festa, 2015).

Figure 5. Regroupement des membres de l'association Abrinaz le dernier dimanche d'octobre 2016.



Les membres du bureau de l'association se retrouvent chaque dimanche, en fin de matinée, à proximité du bassin d'irrigation pour répondre aux questions des autres membres et vérifier le bon fonctionnement des tours d'eau.

Photographie : David Goeury (ENeC Sorbonne Universités)

Figure 6. Femmes glaneuses, éleveuses venant prélever de l'herbe à Targa n'Oussengar en janvier 2017.



Les femmes pénètrent dans le périmètre irrigué pour ramasser de l'herbe pour les animaux (ovins et bovins) qu'elles élèvent en stabulation dans l'ancienne médina. Les chemins d'accès sont jonchés de tas où se mélangent fumiers, gravats et déchets domestiques.

Photographie : David Goeury (ENeC Sorbonne Universités)

Figure 7. Jeunes préparant leurs costumes en peau de chèvre dans l'eau des canaux pour la mascarade d'Imaachar en octobre 2016.



Des jeunes se préparent pour la mascarade d'Imaachar. Ils trempent leurs costumes en peau de chèvre dans l'eau de la séguia pour l'assouplir avant de l'enfiler. La mascarade d'Imaachar est étroitement liée à l'oasis, les jeunes venant y chercher traditionnellement les éléments constituant leurs costumes : déchets végétaux, peaux de bêtes.

Photographie : David Goeury (ENEC Sorbonne Universités)

Fragilités du commun et leurre du patrimoine naturel : défendre un faire ensemble constant et non un paysage

- 20 La situation idyllique reste cependant très fragile. Il suffit pour cela de revenir sur deux événements récents.
- 21 Aujourd'hui, l'oasis de Targa est protégée par une décision municipale qui peut être remise en question par un simple arrêté. En effet, Targa n'Zit fait l'objet de tentatives de lotissement et la reconquête agricole y est constamment contrariée. En 2011, un premier projet de replantation d'oliviers fournis par le ministère de l'agriculture et entretenus par la municipalité est annulé au dernier moment du fait de divergences au sein du conseil municipal. Ensuite en 2015 et 2016, le déploiement de nouvelles bornes d'irrigation depuis la station d'épuration amène à de nombreuses négociations du fait du refus de certains propriétaires : l'implantation d'une borne attestant de la vocation agricole de leur terrain. De même, sur le plan d'aménagement, une rocade de contournement par le nord de l'agglomération est décidée par des élus et des cadres alors qu'elle couperait en deux l'oasis. Enfin, en 2015, lors des élections communales, l'équipe sortante arrive seconde, derrière le Parti de la justice et du développement (mouvance islamiste). Ce contexte permet au lobby des lotisseurs, lors des ateliers devant déterminer le nouveau plan d'action communal (2016-2021), de demander une révision du plan d'aménagement et le retrait de Targa n'Zit de la zone vivrière et palmeraie, arguant des retards récurrents dans sa mise en culture. Ils souhaitent limiter le périmètre à la seule zone de Targa

n'Ousengar mettant en avant le principe paysager du patrimoine naturel. La plus petite partie serait alors suffisante pour témoigner du temps ancien et conserver la mémoire locale, tandis que la plus grande aurait été dénaturée depuis trop longtemps.

- 22 Par ailleurs, le bien commun attise les convoitises individuelles. En mars 2017, un individu s'est approprié le dispositif d'irrigation en changeant les clés des locaux après avoir intimidé les membres de l'association Abrinaz prétextant d'un droit familial à l'eau et d'une obligation d'emploi de sa personne par l'association. Il refuse toute autorité à l'association même si cette dernière est de fait responsable des infrastructures prétextant qu'elle ne représente pas l'intégralité des propriétaires. Il décide désormais des parcelles à irriguer et exige un paiement auprès des propriétaires non sans les menacer directement à leur domicile. Or, l'association est démunie. Les autorités judiciaires tardent à prendre au sérieux une plainte sur un bien commun à la différence des biens privés ou des biens publics. Elles considèrent que c'est un problème interne d'autant plus que l'irrigation n'est pas interrompue. Dans un tel cas, traditionnellement, les sociétaires se font justice eux-mêmes, mais aujourd'hui, c'est impossible, car ce sont eux qui s'exposeraient à des poursuites⁴. Les exploitants de loisirs préfèrent donc attendre que d'affronter un jeune considéré comme un forcené. Certains y trouvent même intérêt s'assurant un accès plus régulier à la ressource en payant sans attendre leur tour. L'activité collective est donc suspendue plusieurs mois jusqu'à ce que le tribunal se saisisse de la plainte et rétablisse le droit de l'association en juillet 2017.
- 23 Par conséquent, les autorités peuvent confondre le bien commun foncier avec le paysage qu'il génère. Or, il s'agit ici d'un leurre, l'apparence paysagère est très conjoncturelle du fait de l'influence saisonnière et des mutations des pratiques agricoles. Limiter le bien commun à sa dimension de patrimoine naturel peut se traduire par une réduction de sa dimension politique en écartant la question de la participation. Il peut devenir alors un parc urbain sous gestion municipale ou un domaine privé et perdre ses liens avec le principe d'engagement constant par la contrainte collective dans l'action concrète (Dardot, Laval, 2014). Or, aujourd'hui, les pratiques collectives sont dépendantes de la législation nationale et de l'autorité municipale. Le bien commun doit alors être imbriqué dans les logiques administratives et surtout être reconnu dans ses spécificités. La nécessité de la subsistance n'étant plus le motif du bien commun, il ne peut se perpétuer que dans la praxis des multiples faire ensembles d'un bien commun urbain (Festa, 2016).

Conclusion

- 24 La prophétie hautement idéologique de Hardin sur l'effondrement des communs de ressources s'inscrit dans un moment historique de forte croissance démographique durant laquelle les sociétés établies sur des relations multiséculaires doivent faire face à des enjeux nouveaux inimaginables au regard de leur histoire (Locher, 2013). Par ailleurs, au moment de ce choc, les sociétés n'étaient aucunement libres mais sous l'autorité d'un pouvoir colonial d'abord, puis d'une administration dictatoriale. Les logiques urbaines ont été imposées aux espaces ruraux en disqualifiant tout particulièrement les pratiques collectives jugées archaïques. L'alternative était : l'étatisation exerçant une contrainte légale par le monopole de la violence au nom de l'intérêt public ou bien la privatisation misant sur la recherche des profits individuels comme source de bien-être collectif (Coriat, 2015). Cependant, à Tiznit, ces modalités ont échoué dans la préservation d'un espace oasien en favorisant une privatisation de connivence et par là une dégradation du

patrimoine environnemental. Par conséquent, la voie des communs réactivés constitue une alternative crédible et surtout possible dans un contexte de démocratisation.

- 25 Pour autant, cette dynamique reste fragile. Le contexte premier d'autonomie et d'autogestion d'une démocratie collective autorégulée n'existe plus. Il s'agit désormais d'articuler le commun, le privé et l'étatique. L'échelle municipale semble la plus appropriée (Favero, 2016) mais nécessite la mise en adéquation de la démocratie collective avec la démocratie individuelle (Briand, 2015). En effet, le commun ne doit pas être limité à un club d'héritiers mâles défendant un accès à des ressources rares sans pour autant en faire un usage productif efficace. Sa légitimité vient de sa capacité à incarner des valeurs positives et de générer des externalités culturelles et environnementales dans le cadre d'un commun urbain (Festa, 2015). Car la dimension patrimoniale écologique est de loin celle qui a le plus de force, même si elle n'est pas sans soulever de nombreuses questions et de nombreuses contradictions. Se pose ici le risque de confondre la forme paysagère avec l'institution collective. Les autorités et les visiteurs exogènes ne perçoivent plus le périmètre que comme une « oasis » : un point de verdure au milieu de l'aridité. Or, il s'agit d'une réduction de l'identité oasienne à son iconographie. Les pouvoirs publics peuvent alors privilégier les aménagements dans une logique de parcs de loisirs (Goeury, Leray, 2017). Les terres abandonnées ne sont pas rendues à l'agriculture mais ouverte à des pratiques sportives. Les arbres deviennent des éléments de décor faisant de l'oasis un paysage identitaire (Goeury, 2012). Or, cette configuration ne favorise-t-elle pas une prise de distance avec l'espace oasien comme bien commun ? Écarter les questions du faire ensemble, de l'engagement collectif, de la gouvernance adaptée à une ressource rare, signifie se priver de tout ce qui peut inspirer une praxis citoyenne renouvelée (Weinstein, 2015).

BIBLIOGRAPHIE

- AUCLAIR L., AIFRIQUI M. (2012), *Agdal, patrimoine socio-écologique de l'Atlas marocain*, Rabat, IRCAM-IRD.
- BARTHÉLEMY D., NIEDDU M. & VIVIEN F.D. (2004), « Externalités ou production de patrimoines ? – Les enseignements de travaux récents sur l'agriculture et l'environnement », *Géographie Économie Société*, 6, 3, pp. 331-352, doi : 10.3166/ges.6.331-352.
- BARTHÉLEMY D., NIEDDU M. & VIVIEN F.D. (2005), « Économie patrimoniale, identité et marché », in VIVIEN F.D., NIEDDU M., BARTHELEMY D. & BARRERE C., *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?*, Paris, L'Harmattan, pp. 121-150.
- BOLLIER D. (2013), *La renaissance des communs*, Paris, Editions Charles Léopold Meyer.
- CALAME P. (2015), « Gestion des communs et économie », *Éthique publique*, 17, 2, <http://ethiquepublique.revues.org/2268>.
- CORLAT B. (2015), *Le retour des communs – La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui Libèrent.

- CORMIER-SALEM M.C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J. & ROUSSEL B. (2005), *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*, Paris, IRD-MALD-MNHN, coll. Colloques et séminaires.
- DARDOT P., LAVAL C. (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.
- EL KAHLAOUI S. (2017), « Au nom de la modernité : dépossession de la petite paysannerie et urbanisation. Le cas de la privatisation des terres guich Loudaya à Rabat », in *Economie politique du Maroc, Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales*, 14, Hors-Série, pp. 17-47.
- FAVERO M., GATTO P., DEUTSCH N. & PETTENELLA D. (2016), "Conflict or synergy? Understanding interaction between municipalities and village commons (regole) in polycentric governance of mountain areas in the Veneto Region, Italy", *International Journal of the Commons*, 10, 2, pp. 821-853, <http://doi.org/10.18352/ijc.470>.
- FESTA D. (2016), « Les communs urbains. L'invention du commun », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, <http://traces.revues.org/6636>, doi :10.4000/traces.6636.
- FTAÏTA T. (1999), « De l'eau d'irrigation à l'eau de la ville », in REGRAIN R., AUPHAN E., *L'eau et la ville*, Nice, Editions CTHS, pp. 197-206.
- FTAÏTA T. (2006), *Anthropologie de l'irrigation*, Paris, L'Harmattan.
- GOEHRS M. (2017), « Budgets participatifs : S'approprier la dialectique de la gouvernance participative locale », *L'Année du Maghreb*, 16, pp. 223-244.
- GOEURY D. (2012), « Les aires protégées urbaines, des étendards identitaires ? (Agadir, Souss, Maroc) », in BRUNO L., LÉZY E., *BiodiverCités: les aires protégées urbaines des laboratoires grandeur nature*, Paris, Editions Le Manuscrit, pp. 143-163.
- GOEURY D. (2014), « Le parc national contre la démocratie ? Du conflit local à la revendication nationale, le cas du Parc National du Haut-Atlas Oriental (Maroc) », in LASLAZ L., GAUCHON C., DUVAL M. & HERITIER S. (dir.), *Espaces protégés et territoires. Conflits et acceptation*, Paris, Belin, pp. 287-304.
- GOEURY D., LERAY L. (2017), « Résilience, résistance et reconnaissance : destin de l'agriculture urbaine oasienne à Tiznit (Maroc) », *Géographie et cultures*, 101, pp. 59-78.
- HAMMOUDI A. (2000), « Construction de l'ordre et usage de la science coloniale : Robert Montagne penseur de la tribu et de la civilisation », in POUILLON F., RIVET D. (dir.), *La sociologie musulmane de Robert Montagne*, Paris, Maisonneuve & Larose, pp. 265-288.
- HARDIN G. (1968), « The Tragedy of the Commons », *Science*, 162, 3859, pp. 1243-1248, doi : 10.1126/science.162.3859.1243.
- HARVEY D. (2012), *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*, London, Verso.
- HESS C. (2015), « Communs de la connaissance, communs globaux et connaissance des communs », in CORIAT B. (dir.), *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, pp. 259-274.
- KIRWAN S., DAWNEY L. & BRIGSTOCKE J. (2016), "The promises of the commons Space, Power and the Commons: The Struggle for Alternative Futures", in KIRWAN S., DAWNEY L. & BRIGSTOCKE J. (eds.), New York, Routledge, pp. 1-27.
- LAFAYE C., THÉVENOT L. (1993), « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue française de sociologie*, 34, 4, pp. 495-524.
- LOCHER F. (2013), « Les pâturages de la Guerre froide : Garrett Hardin et la "Tragédie des communs" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 60, 1, pp. 7-36.

- MONTAGNE R. (1930), *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc, essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe chleuh)*, Paris, Alcan.
- NAJI S., BOUMZGOU A. & GOEURY D. (2016), *Tiznit. Aïn Aqdim, la source à l'origine de l'oasis*, Rabat, DTGSN.
- OSTROM E. (2010), *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck.
- PASCON P. (dir.) (1984), *La Maison d'Illigh et l'histoire sociale du Tazerwalt*, Rabat, Société Marocaine des Editeurs Réunis.
- PETIT O., ROMAGNY B. (2009), « La reconnaissance de l'eau comme patrimoine commun : quels enjeux pour l'analyse économique ? », *Mondes en développement*, 1, 145, pp. 29-54.
- VANUXEM S. (2015), « L'appropriation au/du terroir Aït M'hand – Incursion dans le Haut-Atlas marocain », in GUIBET LAFAYE C., VANUXEM S. (dir.), *Repenser la propriété, un essai de politique écologique*, Marseille, PUAM, pp. 31-51.
- VIVIEN F.D. (2009), « Pour une économie patrimoniale des ressources naturelles et de l'environnement », *Mondes en développement*, 1, 145, pp. 17-28.
- WEINSTEIN O. (2015), « Comment se construisent les communs », in CORIAT B. (dir.), *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, pp. 69-86.

NOTES

1. Cette histoire est constamment répétée au début de chaque entretien ou de chaque atelier sur la question de Targa. Le narrateur atteste ainsi de sa participation au collectif, mais aussi rappelle l'expropriation originelle pour justifier les investissements étatiques comme une réparation publique.
2. Seuls comptent les groupes domestiques, comme unité de base de reproduction de la société : les femmes, les jeunes, les cadets sont représentés par celui à même de défendre au mieux les intérêts du groupe.
3. Seul le hameau d'Attebane reste dans la commune rurale d'Aglou même si ses habitants auraient préféré dépendre de la municipalité de Tiznit, d'autant plus qu'ils sont intégrés au projet de réutilisation des eaux usées de la STEP de Tiznit.
4. Plusieurs membres de l'association ont évoqué la solution de la « bastonnade » comme étant le moyen le plus efficace, mais un membre du bureau résume la situation ainsi : « si tu le tues, tu iras en prison et toi tu as tout à perdre, lui rien ! »

RÉSUMÉS

Au Maroc, les biens communs fonciers ont été à l'origine d'un patrimoine à la fois culturel et écologique. Cependant, suite à la colonisation, ils ont été soit étatisés, soit privatisés car jugés inefficaces. Pour autant, les collectifs historiques n'ont pas disparu et restent mobilisés autour de ressources dont ils considèrent avoir été injustement dépossédés. Le retour des biens

communs semble lié à leur puissance évocatrice d'un passé idyllique marqué par une gouvernance singulière, la démocratie collective, par opposition à l'autoritarisme et la corruption des administrations contemporaines. Leur renaissance se fait grâce à de nouvelles organisations associatives mais ne peut se perpétuer que grâce à la bienveillance des institutions politiques nationales et tout particulièrement du pouvoir municipal. Cependant, la tentation de limiter cet héritage à sa seule dimension paysagère occulte ses fondements civiques articulés autour de l'engagement du faire ensemble comme praxis citoyenne.

In Morocco, commons pool resources originate cultural and ecological heritage. However, following colonization, they have been either state-controlled or privatized. The historical owners' communities have not disappeared and remain mobilized around resources which they consider to have been unjustly dispossessed. The return of commons pool resources seems to be linked to evocation of an idyllic past. They are seen as singular governance and collective democracy, opposed to the authoritarianism and corruption of contemporary administrations. Their revival is achieved through new local committees, but can only be perpetuated by the benevolence of national political institutions, and particularly of municipal authority. However, the temptation to limit this heritage to its landscape hides civic foundation articulated around the involvement to do together as citizenship praxis.

INDEX

Keywords : commons, oasis, irrigation, heritage, citizenship, involvement, Tiznit, Morocco

Mots-clés : communs, oasis, irrigation, patrimoine, citoyenneté, engagement, Tiznit, Maroc

AUTEUR

DAVID GOEURY

ENeC Sorbonne Universités, david.goeury@gmail.com